

BUDGET-FINANCES

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

**Conseil régional
Réunion des 14, 15 et 16 janvier 2010**

Intervention de Daniel Gilles

Budget 2010

Monsieur le Président,
Mes cher (e)s collègues,

Après s'en être pris directement à l'action publique de l'Etat dans de très nombreux domaines comme l'éducation, la santé, le logement ou la culture, après avoir attaqué idéologiquement et concrètement notre modèle social et le pacte républicain et progressiste de la France, fait de grands moulins devant le scandale absolu du capitalisme financier pour mieux le laisser perdurer et voir grandir ses conséquences notamment en terme d'emploi et de pauvreté, le pouvoir sarkozien et son leader énervé ont concocté pour 2010 de nouvelles attaques directes contre l'action publique, en particulier celle des collectivités qu'il entend réduire, vilipender et recentraliser.

D'autres l'ont dit avant moi dans cette enceinte et dans d'autres lieux : de la commune aux régions, des intercommunalités aux départements, il s'agit de remettre en cause les compétences choisies, de corseter les moyens financiers, de réduire les dotations tout en cassant l'autonomie fiscale, les régions étant particulièrement visées. Il s'agit également de s'en prendre aux élus qui ont le tort d'être trop de gauche, des élus qui réalisent des investissements utiles aux populations, qui agissent pour une meilleure protection sociale et la solidarité, des élus qui font du service public, qui font « du bien » et qui résistent aux mauvais coups contre leurs territoires, parmi lesquels par exemple les « transferts de charges / délestages » sous couvert de décentralisation imposée à coup de 49.3, en 2004...

Nicolas Sarkozy, outre le fait de vouloir privilégier ses amis de la bande du Fouquets, les gros actionnaires du CAC 40 ou même sa famille a une obsession : exonérer toujours davantage les entreprises et l'économie sous prétexte de compétitivité de l'effort fiscal utile à la nation et aux territoires. Et de s'en prendre ainsi à l'Impôt sur les Sociétés, à la Taxe Professionnelle ou au versement transport. Evidemment, ces allègements qui coûtent des milliards d'euros aux budgets publics devront être compensés par de nouvelles ponctions iniques sur les ménages et les revenus du travail ou/et se traduiront par moins de service public.

Toutes ces décisions et ces projets qu'il entend mettre en œuvre à marche forcée, parfois avec l'alibi écologique comme avec la taxe carbone, obscurcissent l'horizon de notre collectivité, lui enlève beaucoup de visibilité financière, d'autant que la faiblesse chronique du budget des régions au regard des attentes et des besoins, nous contraint à devoir expliquer nos dispositifs, souvent limités, même s'ils vont dans le bon sens et participent d'une protection face aux mauvais coups.

La Bretagne gérée par la droite durant plusieurs décennies a été on le sait longtemps sous administrée. Elle manquait de souffle et de projets, et devait en outre se contenter d'un potentiel fiscal par habitant un des plus bas du pays... L'équation financière y était ainsi encore plus ardue.

C'est dans ce contexte global et cette actualité faite de désorientation budgétaire que ce Budget prévisionnel 2010 a du être préparé. Il se devait par nature d'être prudent d'autant que mars prochain sera un moment de renouvellement.

ET, bien que nos équilibres généraux soient sains, ce qui à été montré, et qu'ils pourront permettre ultérieurement de nouvelles ambitions et actions, comme l'a rappelé Pierrick Massiot, il nous a fallu border et borner nos marges d'évolutions en fonctionnement comme en investissement de manière serrée pour éviter d'aller dans le mur.

Ces marges de manœuvre, on sait que je suis partisan de les prendre quand c'est possible, les batailles menées pour gagner les concours extérieurs et des ingénieries financières optimisées, et Monsieur Mordrelle n'y a pas été étranger, permettent de présenter un budget prévisionnel 2010 qui maintient et poursuit les efforts voulus et choisis par notre majorité depuis 2004 dans l'intérêt des bretonnes et des bretons et ce notamment :

- En poursuivant les efforts en investissements pluriannuels pour la rénovation des lycées, pour les infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières, ferroviaires (BGV, RBRQ, TER), l'investissement pour les réseaux numériques, pour les équipements sportifs, culturels ou divers de nos territoires, en assurant ainsi cohésion territoriale et qualité de vie.
- En faisant encore progresser les dispositifs de protection et de solidarité.

Les politiques de qualité dans nos compétences (comme dans celles que nous choisissons) et en visant à les garantir dans un contexte marqué par la crise et ses conséquences sur les plus humbles ou les plus vulnérables.

- En travaillant nos actions pour les optimiser en faveur de la formation (du secondaire au supérieur en passant par l'apprentissage et la formation continue), de l'emploi et de la qualité de celui-ci.
- En renforçant notre action économique tout en conditionnant les aides et en se battant pour plus de moyens de contrôle et d'intervention dans les secteurs soutenus.
- En pariant sur l'innovation, la recherche, l'intelligence, un développement nécessaire mais naturellement soutenable.
- En agissant vers toujours plus de qualité en agriculture, pour une véritable ambition maritime pour une ambition industrielle et de services, et la préservation de l'environnement

Ce budget qui, dans la continuité des 5 précédents, poursuit la mise en œuvre d'un programme "Bretagne à gauche, Bretagne pour tous » soutenue par une large majorité de Bretonnes et Bretons et mis en œuvre avec ténacité, régularité et concertation participative qui pourra naturellement encore s'améliorer.

Malgré la réduction des engagements de l'Etat comme par exemple dans le dernier contrat de projets et malgré des mécanismes libéraux de la fameuse concurrence libre et non faussée qui jouent souvent durement contre nous, ce budget prévisionnel même corseté au niveau des recettes, est à ce stade, le budget prévisionnel du possible.

En conclusion, nous souhaitons voter ce budget prévisionnel, avec au cœur la volonté et l'ambition d'aller plus loin dans l'avenir, de vitaminiser l'action publique régionale, d'être bien au cœur des ambitions de la gauche et des progressistes en Bretagne, de mener les combats nécessaires et justes pour le développement de notre Région et l'amélioration de la vie de ses habitants et ce avec le soutien renforcé des Bretonnes et des Bretons, du monde du travail, de la création et de la jeunesse.